



## Austérité : la note est présentée aux Cheminots !

Les « accepte-tout » qui ont porté la réforme avec le Ministre CUVILLIER persistent et signent en déclarant que le budget présenté « ne permet pas d'assumer les ambitions » ou « un budget difficile ».  
Challenges, édition du 08 janvier

Pour FO ce budget est simplement scandaleux car il fait payer aux Cheminots et aux usagers le dogme de l'ouverture à la concurrence, incarnée par la loi CUVILLIER.

Il est grand temps d'offrir aux Cheminots des perspectives d'actions crédibles autour de l'abrogation de la loi !

Lors du dernier Comité Central d'Établissement la Direction de la SNCF a présenté, sans surprise, un budget d'austérité. Sans surprise car ce budget s'inscrit dans la logique imposée par la loi de réforme ferroviaire d'août 2014.

L'objectif est bel et bien de faire payer la dette aux Cheminots avec l'annonce d'un plan d'économies de 2 milliards d'euros à l'horizon 2017 !

Des économies que la SNCF va largement faire payer aux Cheminots au travers de différents axes :

- **L'abaissement de la masse salariale.** Plusieurs pistes étaient avancées, dont la casse du Glissement Vieillesse Technicité (les notations). Si cette piste, qui constitue une démolition du Statut, semble repoussée au moins pour le moment, la piste retenue dans l'immédiat n'est pas moins grave. En effet la SNCF annonce la suppression de 1100 postes. Compte tenu des départs en retraite et malgré l'annonce tonitruante de 8 000 embauches le solde net pour l'emploi ce sera 1 100 chômeurs de plus.
- **La casse du RH077.** Alors que des négociations sont en cours pour la construction d'une convention collective et qu'elles n'ont pas encore abordé l'organisation du travail, le Président de la SNCF annonce vouloir modifier les organisations du travail au sein de la SNCF. La casse du RH077 avant l'échéance. Une attitude qui met largement en danger la CCN.

Le Matériel et l'Infra, comme nous le craignons, sont au cœur des économies. L'entreprise annonce vouloir réorganiser la maintenance du matériel et demande à SNCF Réseau de « revoir ses processus industriels de maintenance ».

Les guichets et les boutiques continuent de fermer (comme à Angers par exemple). Les agents de la filière commerciale paient eux aussi un lourd tribut à la réforme.

Par ailleurs la SNCF semble soucieuse de garantir ses recettes et pour y parvenir elle annonce renforcer la lutte anti-fraude. A contrario elle généralise les trains sans contrôleur dans toutes les régions: l'Équipement Agent Seul.

Après le TER Picardie c'est au tour de la région de Bordeaux d'en faire les frais.

Une généralisation largement facilitée par ceux qui réclament que les entreprises de médiation (comme Promevil sur Paris/Beauvais) soient soumises à la CCNF. Comment réclamer le maintien des ASCT quand dans le même temps on accepte de banaliser ces entreprises ?

Ces annonces s'inscrivent dans un contexte de hausse du prix du billet à hauteur de 2,6%. Une hausse incompréhensible pour les usagers à qui l'on promet une amélioration de la qualité de service !

Au bal des hypocrites la Ministre de l'Environnement critique les hausses de prix, alors qu'elles étaient nécessairement rendues prévisibles et inévitables par la loi qu'a fait voter le Gouvernement auquel elle appartient.

Les 4 syndicats dits représentatifs votent contre le budget au CCE et nous nous en félicitons. Pour autant il faut préparer une riposte à la hauteur de la casse annoncée.

C'est tout le sens du courrier que nous avons adressé aux Fédérations CGT et SUD le 09 janvier, afin de mettre tout en œuvre pour réaliser l'unité.

**Il est grand temps pour les Cheminots d'imposer la seule revendication qui vaille : abrogation de la loi d'août 2014.**